

International

SPECTATRICE ET POURTANT AFFECTÉE : L'EUROPE ET LA GUERRE EN IRAN

Rémi Daniel, Moshe Shelest

13/05/2026

Comment les pays européens ont-ils géré le test géopolitique créé par la guerre américano-israélienne contre l'Iran, et quelles leçons Israël devrait-il en tirer ? Rémi Daniel, doctorant à l'Université hébraïque de Jérusalem, et Moshe Shelest, spécialiste du Programme Europe de l'INSS, livrent leur analyse pour l'INSS, principal *think tank* dédié aux questions diplomatiques, stratégiques et militaires d'Israël. Dans le cadre d'un partenariat avec la Fondation Jean-Jaurès, ses notes sont régulièrement traduites et publiées sur notre site afin d'éclairer nos lecteurs sur l'état des réflexions en cours à Jérusalem.

Une guerre révélatrice des dilemmes européens

La guerre en Iran met l'Europe et ses dirigeants face à des dilemmes complexes : non seulement elle nuit aux intérêts des pays du continent au Moyen-Orient, mais elle touche également à des questions fondamentales de la politique étrangère européenne contemporaine. Les États européens s'efforcent par conséquent de formuler une position qui intègre reconnaissance de la menace iranienne, tensions avec l'administration Trump, réserves quant à la stratégie israélienne, engagement envers la sécurité du Golfe, respect du droit international et préoccupations liées aux conséquences de la guerre. Jusqu'à présent, cependant, ils n'ont pas adopté de position unifiée ni de politique coordonnée. De ce fait, ils peinent à contrôler les risques que leur font courir les répercussions de la guerre. Quant à Israël, il lui faut mener avec prudence sa diplomatie face à des gouvernements européens ambivalents et divisés, se préparer à l'éventualité d'une présence européenne accrue dans le Golfe, ainsi qu'à un fossé grandissant entre Washington et les capitales européennes.

La réaction des gouvernements européens à la guerre en Iran reflète non seulement des considérations liées à leurs intérêts au Moyen-Orient, mais aussi un ensemble plus large de contraintes et de principes qui ont façonné la politique étrangère européenne ces dernières

années et qui se sont trouvés concentrés dans la crise actuelle.

Tout d'abord, la guerre en Iran illustre une fois de plus la faiblesse géopolitique de l'Europe. Israël et les États-Unis n'ont pas coordonné leurs actions avec les pays européens et n'ont pas jugé nécessaire de les tenir informés. Les dirigeants européens l'ont d'ailleurs souligné à plusieurs reprises, en exprimant ouvertement leur mécontentement, ce qui révèle ainsi l'incapacité de l'Europe à peser sur le déroulement des événements. Cette faiblesse apparaît d'autant plus nettement que le théâtre des opérations est crucial pour l'Europe. Depuis la première guerre du Golfe, et plus encore depuis l'invasion de l'Ukraine par la Russie, les pays européens ont déployé des efforts considérables, tant au niveau de l'Union européenne qu'à l'échelle nationale, dans une région qu'ils considèrent comme un « voisinage stratégique ». Ils aspirent à y jouer un rôle diplomatique significatif, malgré l'érosion progressive de leur position sur la scène internationale au cours des vingt dernières années. Cela est particulièrement visible dans le dossier iranien où l'Union européenne, la France, le Royaume-Uni et l'Allemagne étaient signataires de l'accord sur le nucléaire iranien de 2015. De plus, il existe en Europe une conscience très nette que le continent figure parmi les régions les plus susceptibles d'être durement touchées par les conséquences de la guerre, en raison à la fois de sa proximité géographique avec les combats et de sa forte exposition à leurs répercussions économiques. Autrement dit, les Européens risquent de payer un lourd tribut pour des décisions qu'ils n'ont pas souhaitées et sur lesquelles ils n'ont que peu d'influence.

Une Europe prise dans un jeu d'alliances et de tensions

La réaction européenne a également été influencée par le réseau complexe de relations entre les États européens et les belligérants. À cet égard, les relations entre le régime iranien et l'Europe sont aujourd'hui au plus bas. L'intensification de l'alliance entre l'Iran et la Russie, notamment en lien avec la guerre en Ukraine, les tentatives iraniennes de mener des campagnes d'influence ou des actes de sabotage sur le sol européen, ainsi que l'opposition constante de l'Europe au programme nucléaire iranien et aux activités régionales de l'axe pro-iranien, ont profondément accru les tensions. À cela s'ajoutent les critiques européennes à l'égard de la politique intérieure du régime, ainsi que le recours par Téhéran à une diplomatie des otages visant notamment des ressortissants européens, contribuant à une détérioration durable des relations bilatérales.

Au cours des six mois précédant la guerre, deux événements ont illustré le durcissement de la position européenne à l'égard de Téhéran. Premièrement, en août 2025, l'Allemagne, le Royaume-Uni et la France ont décidé d'activer le mécanisme de « snapback » prévu par l'accord sur le nucléaire iranien, rétablissant ainsi des sanctions contre l'Iran en raison du non-respect de ses engagements. Deuxièmement, en janvier 2026, l'Union européenne a désigné le Corps des Gardiens

de la révolution islamique (CGRI) comme organisation terroriste, une mesure prise en réaction à la répression violente des manifestations.

La prise de conscience de la menace iranienne et la perception du régime de Téhéran comme un acteur hostile ont certes contribué à une meilleure compréhension, en Europe, des préoccupations israéliennes, sans pour autant conduire à une adhésion pleine et entière à la position d'Israël sur ce dossier. Cette réserve s'explique notamment par les relations tendues entre l'Europe et Israël après près de deux ans de désaccords sur la guerre dans la bande de Gaza, ainsi que par le sentiment largement partagé en Europe qu'Israël recourt de manière excessive à la force militaire dans son action contre l'Iran et l'axe pro-iranien. Déjà en juin 2025, les réactions européennes à l'opération *Rising Lion* avaient été prudentes, contrastées et inégales, certains dirigeants reconnaissant néanmoins qu'elle pouvait servir des intérêts européens.

Au-delà des relations Europe-Israël, les relations Europe-États-Unis constituent un facteur essentiel pour comprendre la position européenne. Les relations transatlantiques traversent une crise sans précédent, alimentée par la politique du président Trump et par l'opposition qu'elle suscite chez les Européens. Après près d'un an de tensions entre Washington et les capitales européennes, la tentative de l'administration américaine, en janvier dernier, de prendre le contrôle du Groenland, territoire sous souveraineté danoise, a suscité une vive indignation sur tout le continent. De plus en plus perçus comme un allié peu fiable, voire comme un acteur hostile, les États-Unis sont désormais considérés par de nombreux Européens comme une menace directe pour la souveraineté européenne. En février 2026, la popularité de Trump auprès de l'opinion publique européenne avait atteint son niveau le plus bas, y compris dans les pays les plus favorables aux États-Unis et parmi les milieux conservateurs qui lui étaient auparavant acquis. Les dirigeants européens se trouvent dès lors face à un dilemme : ils souhaitent fixer des lignes rouges à l'égard du président américain et renforcer l'autonomie européenne tout en étant conscients qu'il n'existe, du moins à court terme, aucune alternative concrète au parapluie sécuritaire américain, notamment face à la menace russe.

Le conflit entre les dirigeants européens et l'administration Trump s'explique en partie par les profondes inquiétudes européennes quant à l'évolution de l'ordre mondial. Les pays européens ont construit leur identité contemporaine sur l'adhésion à un ordre international libéral fondé sur le droit. Or, cet ordre est aujourd'hui menacé non seulement par des puissances révisionnistes, au premier rang desquelles la Chine et la Russie, mais aussi par l'administration Trump elle-même. Les gouvernements européens se trouvent ainsi face à un nouveau dilemme, entre la volonté de préserver ce qui subsiste de l'ancien ordre et la nécessité de se préparer à une nouvelle réalité où la force brute tend à redevenir déterminante.

Dans ce contexte complexe, l'opération américano-israélienne contre l'Iran, lancée alors que des négociations entre Washington et Téhéran étaient encore officiellement en cours, ainsi que la riposte du régime iranien, qui a également visé les États du Golfe, a contraint les dirigeants européens à se positionner dans un espace relativement restreint et à y intégrer des considérations parfois contradictoires.

La plupart des gouvernements européens ont cherché à maintenir un certain équilibre dans leurs réactions en condamnant le recours à la force par Washington et Jérusalem comme contraire au droit international, tout en dénonçant les agissements iraniens comme source du problème. Ils ont appelé à un cessez-le-feu et à la reprise du dialogue, réaffirmant leur volonté d'empêcher l'Iran de se doter de l'arme nucléaire ou de conserver une capacité de nuire dans la région, et ont même exprimé l'espoir de voir la fin de la République islamique. Sur la base de ces principes, diverses positions nationales contrastées ont émergé selon la répartition des responsabilités entre belligérants et l'accent mis sur les composantes d'une solution. L'Espagne a adopté la position la plus critique à l'égard de l'intervention américano-israélienne.

La question du soutien européen à l'effort américain a également suscité des débats. Les gouvernements européens ont rapidement écarté toute implication directe dans la campagne contre l'Iran, mais leurs positions ont divergé concernant l'utilisation par les États-Unis des infrastructures situées sur leur territoire ainsi que les autorisations de survol accordées aux appareils engagés dans les combats. L'Espagne, fidèle à sa position de principe, a annoncé qu'elle n'autoriserait pas l'utilisation de bases américaines implantées sur son sol dans le cadre de cette guerre et a fermé son espace aérien aux avions américains participant à la campagne. D'autres États ont adopté des positions plus nuancées. La France a ainsi déclaré d'emblée qu'elle refuserait l'accès à son territoire aux appareils américains impliqués dans des frappes contre l'Iran, tout en autorisant le transit de ceux mobilisés pour la défense des alliés dans le Golfe. L'Italie, de son côté, a exigé une coordination préalable stricte, tandis que le Royaume-Uni a exprimé des réserves quant à l'utilisation de ses bases pour des opérations visant des cibles civiles. Dans les faits, toutefois, l'Europe, et en particulier l'Allemagne, s'est imposée comme une plateforme logistique essentielle pour les actions militaires américaines.

La riposte iranienne contre les États arabes a provoqué une réaction européenne plus rapide et moins hésitante. Pour l'Europe, les États du Golfe constituent à la fois des partenaires économiques majeurs et des fournisseurs d'énergie essentiels, dont l'importance s'est encore renforcée depuis la guerre en Ukraine. De plus, plusieurs pays européens sont activement impliqués dans la sécurité régionale : la France a conclu des accords de défense avec les Émirats arabes unis, le Koweït et le Qatar, tandis que le Royaume-Uni maintient une présence à Bahreïn, à

Oman et au Qatar. Paris et Londres disposent tous deux de bases militaires aux Émirats arabes unis, alors que l'Union européenne et ses États membres ont développé des partenariats de sécurité avec la Jordanie. Face aux représailles iraniennes, la France, l'Italie et le Royaume-Uni ont déployé des moyens militaires afin d'intercepter missiles et drones au-dessus du Golfe et de la Jordanie. Les bases européennes dans la région sont par ailleurs devenues elles-mêmes des cibles d'attaques iraniennes. Dans le même temps, Paris a déployé son porte-avions en Méditerranée orientale, escorté par des navires espagnols, néerlandais et italiens, après le lancement de missiles visant des bases britanniques situées à Chypre. Un navire britannique a plus tard été dépêché dans la zone.

Ce faisant, certaines puissances européennes ont progressivement pris position sur les fronts secondaires de la guerre. Cette implication européenne a également conduit à une intensification de la guerre hybride menée par l'Iran contre le continent européen. Les gouvernements européens ont ainsi relevé leur niveau d'alerte afin de prévenir des tentatives de sabotage iraniennes, notamment contre des cibles juives présentes sur leur territoire. Parallèlement, certains dirigeants se sont efforcés de préserver des canaux de dialogue avec Téhéran. Le président français, Emmanuel Macron, dans la continuité de la politique menée au cours de l'année écoulée et soucieux de s'affirmer comme l'un des principaux opposants à Donald Trump, s'est entretenu à plusieurs reprises avec son homologue iranien depuis le début de la campagne. La France s'est également abstenue de toute réaction majeure après la mort d'un soldat français en Irak, attribuée à des milices pro-iraniennes. Début avril dernier, le chancelier allemand Friedrich Merz, lui aussi, a annoncé la reprise de ses contacts avec le régime iranien.

Concernant le Liban, les Européens ont cherché à adopter une position conciliant des principes et des intérêts parfois divergents. La France estime notamment qu'elle a un rôle particulier à jouer au Liban, tandis que l'Union européenne y a investi des ressources considérables ces dernières années afin de contribuer à sa stabilisation. Des forces européennes sont par ailleurs déployées au sein de la Force intérimaire des Nations unies au Liban (FINUL). Face à la reprise des combats entre Israël et le Hezbollah, les diplomates européens, tout en attribuant au Hezbollah la responsabilité de l'escalade et en condamnant les attaques visant des cibles civiles israéliennes, ont appelé au respect de la souveraineté libanaise. Ils ont également insisté sur la nécessité d'éviter toute action disproportionnée et exprimé leur soutien à l'ouverture de négociations entre Israël et le Liban.

La fermeture du détroit d'Ormuz et ses conséquences ont posé des défis supplémentaires aux dirigeants européens, car elle nuit directement et indirectement aux intérêts économiques du continent, notamment à travers la hausse des prix mondiaux de l'énergie. Néanmoins, les États

européens ont refusé de répondre à la demande de Trump d'envoyer des forces afin de rouvrir le détroit par la force, bien que cette requête ait été formulée comme un appel adressé aux membres de l'OTAN et accompagnée de menaces implicites. Ce refus s'explique d'abord par la volonté européenne de ne pas assumer, *a posteriori*, les conséquences d'une opération à laquelle ils n'ont pas pris part. Il traduit également un climat plus général de tensions avec les États-Unis ainsi qu'une moindre disposition à soutenir Washington. À cela s'ajoutent les capacités limitées des armées européennes : les États d'Europe de l'Est préfèrent préserver leurs forces pour contrer la menace russe, tandis que les armées d'Europe de l'Ouest sont déjà fortement mobilisées suite à leurs déploiements dans le Golfe et en Méditerranée orientale. Cette situation concerne tout particulièrement la Royal Navy, dont les performances durant la guerre ont mis en évidence les difficultés à projeter durablement une puissance militaire significative à longue distance.

Recevez chaque semaine toutes nos analyses dans votre boîte mail

[Abonnez-vous](#)

Les limites de la puissance européenne et ses conséquences

Le refus des Européens a provoqué une vive réaction du président Trump, qui l'a présentée comme une marque de déloyauté. Il a déclaré qu'il se souviendrait du manque de soutien des pays de l'OTAN et a laissé entendre que les États-Unis pourraient réagir de la même manière si l'Europe avait besoin d'aide. Il a même menacé de se retirer de l'alliance ou de sanctionner certains États européens.

En parallèle, les États européens se préparent à jouer un rôle plus important dans le détroit d'Ormuz et en mer Rouge. L'Union européenne est présente dans le golfe d'Aden depuis la fin des années 2000 et en mer Rouge depuis février 2024, dans le cadre de l'opération *Aspides*, dont l'objectif est de garantir la sécurité du trafic maritime, même si cette protection est limitée, face à la menace houthie. Depuis la fermeture du détroit d'Ormuz par l'Iran, une possible extension de l'opération a été évoquée par divers responsables européens, sans qu'aucun accord n'ait encore été trouvé. Parallèlement, la France et le Royaume-Uni s'emploient à constituer une coalition de volontaires pour intervenir dans la zone ; une cinquantaine de pays ont participé à une réunion, organisée par les deux gouvernements le 17 avril 2026, afin d'élaborer un plan initial. Cependant, les officiels

européens insistent sur le fait que leur action sera purement défensive et ne commencera qu'après la fin du conflit actuel ou dans le cadre d'un règlement diplomatique, ce qui pourrait être insuffisant pour satisfaire l'administration américaine.

Quoi qu'il en soit, les gouvernements européens ont salué le cessez-le-feu entre les États-Unis, Israël et l'Iran, avec l'espoir qu'il limitera les dégâts de la guerre. Ils ont également rapidement exigé que l'accord soit étendu au Liban et ont condamné les frappes israéliennes menées dans ce pays. Si la plupart des analyses en Europe insistent sur ce qui est perçu comme un échec américano-israélien face à l'Iran et y voient une validation du principe européen de ne pas recourir exclusivement à la force, le fait que les États européens n'aient joué aucun rôle dans le processus diplomatique ayant abouti au cessez-le-feu souligne leur insignifiance politique.

Sur tous ces sujets, alors que les positions des gouvernements européens reposent sur des considérations similaires, de profonds désaccords persistent. La crise actuelle survient dans un contexte de concurrence accrue pour le leadership politique et militaire du continent. Si la France a su affirmer sa puissance et son indépendance au début du conflit, d'autres puissances européennes refusent de reconnaître son leadership et préfèrent maintenir leurs relations avec l'administration Trump. Ce manque d'unité empêche la formation d'une position commune de l'UE, paralyse ses institutions et affaiblit la force collective de ses États membres.

En conclusion, de par sa complexité et l'étendue des enjeux qu'elle soulève, la guerre en Iran a constitué une sorte de test géopolitique ultime pour les gouvernements européens. Face aux graves dilemmes qu'elle a engendrés, ces derniers ont surtout fait preuve d'impuissance politique et militaire, ainsi que d'une incapacité à influencer l'évolution de la situation au Moyen-Orient, malgré leur implication dans la défense du Golfe et de la Méditerranée orientale. De plus, les tentatives des dirigeants européens d'adopter une position neutre entre les belligérants ont créé une situation où ils se retrouvent en désaccord avec toutes les parties : Israël et les États-Unis leur reprochent de ne pas contribuer à la lutte contre le régime des ayatollahs, tandis que l'Iran les considère comme des ennemis et les cible par des moyens conventionnels et hybrides. Les États du Golfe, notamment ceux qui ont adopté une ligne dure envers Téhéran, n'ont été que partiellement satisfaits de l'aide européenne, timide et axée principalement sur la désescalade.

Vers une recomposition du positionnement stratégique européen ?

Comme pour d'autres processus, la guerre contre l'Iran n'a pas été à l'origine de la crise dans les

relations entre les États européens, mais elle l'a exacerbée. Face au durcissement du ton de Trump à l'égard des Européens, et notamment de certains dirigeants, les voix s'élevant sur le continent pour réclamer une diversification des partenariats stratégiques, voire une amélioration des liens avec la Russie et la Chine, se sont faites plus nombreuses. L'Europe demeure dépendante des États-Unis sur les plans militaire, économique et énergétique (en particulier compte tenu des perturbations dans le détroit d'Ormuz), mais la cohésion du bloc occidental semble avoir été fortement mise à l'épreuve par la campagne contre l'Iran, accentuant le dilemme de l'Europe quant à ses relations avec Washington. Cette guerre comporte également des risques importants à long terme pour l'Europe, susceptibles de l'affaiblir davantage, qu'il s'agisse de conséquences économiques affectant l'industrie et l'agriculture ou de répercussions politiques, notamment des coups portés à l'OTAN ou au soutien à l'Ukraine.

Cependant, les capitales européennes entrevoient également des opportunités à long terme. La guerre a permis aux pays européens d'affirmer une certaine indépendance vis-à-vis de Washington et de démontrer leur rôle dans la projection de puissance américaine, et est donc perçue comme une nouvelle étape vers une « autonomie stratégique » européenne. Les gouvernements européens cherchent également à tirer parti de la réalité de l'après-guerre, notamment si les États du Golfe arrivent à la conclusion qu'ils doivent diversifier leurs partenariats militaires et ne plus dépendre exclusivement de la puissance américaine. Dans ce cas, de nouvelles perspectives pourraient s'ouvrir pour l'industrie de défense européenne et pour un approfondissement des accords de sécurité existants. Cependant, les États européens seraient alors confrontés à une concurrence accrue de la part d'autres puissances, en particulier le Pakistan, la Chine et la Turquie.

Pour Israël, la situation européenne actuelle est ambiguë. La faiblesse de l'Europe a jusqu'à présent contribué à la marge de manœuvre d'Israël. Les condamnations européennes ou les appels à la cessation des combats en Iran ou au Liban n'ont eu aucun impact sur les opérations militaires israéliennes. De même, le format actuel des négociations avec le Liban, menées par les États-Unis sans participation européenne (notamment française), crée un contexte plutôt favorable pour Jérusalem. Cependant, Israël doit se préparer à d'éventuelles tentatives des gouvernements européens d'assumer un rôle accru dans l'après-guerre, notamment en ce qui concerne le détroit d'Ormuz et le Golfe persique – des évolutions susceptibles d'influencer ses relations avec les États arabes ainsi que ses ambitions de s'imposer comme un corridor clé des échanges commerciaux entre l'Asie et l'Europe, à l'image de l'initiative IMEC (Corridor économique Inde-Moyen-Orient-Europe).

Dans le même temps, la rupture entre l'Europe et les États-Unis n'est pas de bon augure pour Israël à long terme, l'Europe étant un partenaire économique clé. Les récentes altercations impliquant

des avions américains dans l'espace aérien européen, notamment le refus de la France d'autoriser le survol de son espace aérien par des appareils américains transportant des munitions à destination d'Israël, ont mis en évidence l'importance de la collaboration de certains États européens pour le bon fonctionnement de l'alliance entre Washington et Jérusalem. Une rupture transatlantique obligerait donc Israël à manœuvrer avec prudence et finesse.

Les relations Europe-Israël posent un dilemme supplémentaire aux dirigeants européens. La guerre en Iran a renforcé en Europe le sentiment qu'Israël fait un recours excessif à la force militaire, compromet la stabilité et met même en péril l'ordre mondial. De plus, le gouvernement israélien est perçu comme ayant déclenché la guerre et donc comme responsable de ses conséquences néfastes. Néanmoins, parallèlement à l'impression positive que suscitent les succès opérationnels d'Israël auprès des responsables européens de la sécurité, une partie de l'opinion publique européenne considère qu'Israël effectue le « sale boulot » de l'Europe en Iran, selon les termes employés par le chancelier allemand lors de l'opération *Rising Lion* durant l'été 2025.

Dans ce délicat exercice d'équilibriste diplomatique, Jérusalem devrait privilégier un discours moins axé sur la menace iranienne, déjà largement reconnue par les Européens, et davantage sur les bénéfices que cette guerre pourrait leur apporter, bénéfices qu'ils tendent encore à sous-estimer au regard des coûts déjà engagés ou anticipés. L'efficacité d'un tel discours dépendra toutefois de l'évolution de la situation sur les différents théâtres d'opérations à l'issue de la campagne. En outre, la capacité à exploiter les opportunités ouvertes par la campagne en Iran dans les relations avec l'Europe reposera aussi sur la limitation des dommages causés à ces relations par les événements au Liban et par le conflit palestinien. On observe d'ailleurs un certain parallèle entre les positions des dirigeants européens sur la guerre en Iran et celles qu'ils adoptent à propos de la guerre dans la bande de Gaza : dans les deux cas, l'Espagne apparaît comme le pays le plus critique, tandis que l'Allemagne se montre la plus favorable parmi les grandes puissances d'Europe occidentale.